Royaume-Uni : la ministre de l'Intérieur ordonne aux policiers « woke » de cesser d'enregistrer les délits commis par des femmes transgenres dans les statistiques sur la criminalité féminine

25/10/2021 à 9h07



« Les criminels transgenres ne sont pas des femmes »

Priti Patel, Ministre d'État à l'intérieur, a ordonné aux forces de police "Woke" de ne plus enregistrer les infractions commises par des femmes transgenres dans les statistiques criminelles féminines.

Des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur travaillent avec les forces de police sur une nouvelle procédure permettant aux agents d'enregistrer le sexe des criminels afin de garantir que les statistiques criminelles soient "*plus précises*".

Cette interdiction fait suite à des cas où des infractions

violentes et sexuelles commises par des hommes se disant de sexe féminin ont été enregistrées comme ayant été commises par des femmes, ce qui a suscité des inquiétudes quant au fait que cette pratique fausse les données officielles.



Plus tôt cette année, le Mail on Sunday a mis en lumière le cas de Zoe Watts, qui a été emprisonnée pour une série d'infractions, dont la fabrication d'une bombe improvisée. Watts est née de sexe masculin mais s'identifie comme une femme. La police du Lincolnshire a enregistré les crimes comme ayant été commis par une femme, ce qui signifie qu'ils apparaîtront dans les chiffres nationaux de la criminalité féminine. Mais les recherches suggèrent que les statistiques sur les crimes traditionnellement masculins tels que le viol sont faussées par la pratique actuelle.

En droit, seul un homme peut commettre un viol, mais l'analyse du professeur Alice Sullivan de l'University College London montre qu'entre 2012 et 2018, un total de 436 personnes poursuivies pour viol ont été enregistrées comme des femmes.

Le ministère de l'Intérieur a confirmé que les forces de

police vont recevoir de nouvelles instructions pour enregistrer le sexe des criminels de manière plus précise. Le changement a été révélé dans une réponse officielle aux militants féministes qui demandent une révision des règles.

MailOnline